



**HAL**  
open science

# La langue russe et la “ carte mentale ” de l’Europe au XXe siècle : réflexions sur l’exemple français

Sophie Cœuré

## ► To cite this version:

Sophie Cœuré. La langue russe et la “ carte mentale ” de l’Europe au XXe siècle : réflexions sur l’exemple français. Matériaux pour l’histoire de notre temps, 2004, EuropeS-Russie: cultures, identités, frontières, 76, pp.27-33. 10.3406/mat.2004.1004 . halshs-01967898

**HAL Id: halshs-01967898**

**<https://shs.hal.science/halshs-01967898>**

Submitted on 16 Jan 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License

# La langue russe et la « carte mentale » de l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle :

Sophie CŒURÉ

## *réflexions sur l'exemple français*

Le rapport parlementaire qui présentait en 2003 la dégradation spectaculaire de l'enseignement du russe en France, tant au niveau secondaire qu'universitaire, soulignait le « paradoxe » de ce déclin, « *alors même que ce pays s'ouvre sur l'Europe, que les demandes de contacts et d'échanges scolaires avec la France en particulier sont nombreux, que l'Europe se prolonge à l'Est* ». L'auteur y ajoutait l'effet désastreux de la diminution de postes offerts en russe aux concours d'enseignement, véritable « *affichage politique à destination des pays partenaires*<sup>1</sup> ». On ne saurait mieux poser le problème du rôle des langues dans la diplomatie culturelle française — officiellement mises en avant mais bien souvent concrètement négligées — et, plus généralement, du poids des facteurs géopolitiques dans l'organisation de l'enseignement des langues par les États. Le russe, qui fut introduit dans l'enseignement secondaire puis supérieur au moment de l'alliance franco-russe de 1893, davantage pour alimenter un contre modèle concurrent à l'Allemagne, que pour le charme et l'intérêt intrinsèques de la langue de Pouchkine<sup>2</sup>, qui connut un développement relatif dans les années 1960-1980, puis une dégringolade rapide après la disparition de l'URSS en 1991, semble illustrer à merveille cette lecture géopolitique. On s'attachera ici au rôle du relief sonore constitué par la langue dans l'évolution de la « carte mentale » de l'empire russe puis soviétique en France. Cette carte fut élaborée tant dans l'espace des contacts concrets, et notamment des voyages d'enseignants et d'étudiants, que dans un système de représentations et d'images de la Russie, dans lequel le passé tsariste demeurait extrêmement présent, en concurrence avec les lectures idéologiques d'une Russie bolchévisée. Cet essai privilégiera les cercles de la décision diplomatique et de

l'Université, en pleine conscience que la comparaison avec d'autres acteurs — les enseignants du secondaire, les élèves et leurs famille notamment — et d'autres champs du savoir, que ce soient la littérature ou les sciences humaines, prises elles aussi dans le jeu de l'instrumentalisation politique, demeure ouverte<sup>3</sup>.

### ***De la Révolution d'Octobre à la Seconde Guerre mondiale : la reconstitution d'un espace d'échanges linguistiques spécifique ?***

Le déclenchement du Premier Conflit mondial avait interrompu un mouvement de développement des échanges savants, dynamisé par l'alliance franco-russe de 1893 et marqué par l'envoi d'étudiants français de toutes disciplines (ceux-ci étaient essentiellement des slavistes, en provenance des universités et de l'École nationale des langues orientales, dirigée par le professeur Paul Boyer). En 1911, l'ouverture de l'Institut français de Saint-Petersbourg, avait concrétisé l'espoir de relations culturelles approfondies et, à terme, réciproques, malgré le carcan politique tsariste et le profond sentiment de supériorité des Français, porteurs d'un modèle d'adéquation entre la langue et la nation qui se voulait universel. Après la rupture progressive des révolutions de février et octobre, les élites intellectuelles et diplomatiques installées ou en mission en Russie avaient presque toutes regagné la France en 1919, à quelques exceptions près, dont la plus notable était le jeune lieutenant Pierre Pascal. Auteur d'une étude sur « Joseph de Maistre et la Russie » et membre de la mission militaire française installée auprès de l'armée russe en 1916, il avait refusé le rapatriement et fit partie des fondateurs du groupe communiste français de Russie.

1. « L'enseignement des langues étrangères en France », Rapport d'information n° 63 (2003-2004) de Jacques Legendre pour la Commission des Affaires culturelles du Sénat, 12 novembre 2003, disponible sur [www.senat.fr](http://www.senat.fr). Le russe a perdu en dix ans 54 % de ses élèves dans le secondaire. Il y demeure au cinquième rang des langues enseignées, mais passe au huitième rang dans le supérieur (derrière l'anglais, l'espagnol, l'allemand, l'italien, mais aussi le chinois, l'arabe et le japonais). La moyenne d'âge des enseignants est de 55 ans.

2. Cf. Benjamin Guichard, « Parler russe, un enjeu de l'alliance franco-russe ? », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 8, automne, 1999, pp. 118-137. Gérard Abensour, « Louis Léger cent ans après », *Slovo - Revue du centre d'études russes et soviétiques de l'Inalco*, Paris, n° 1, 1978, pp. 25-35.

3. Une première version de ce texte a été présentée à l'atelier « Observing and Making Meaning: Understanding the Soviet Union and Central Europe Through Travel », Université de Toronto, octobre 2002. Je remercie vivement Susan Solomon et l'ensemble des participants à cette rencontre pour leurs remarques.

Au début des années 1920, les professeurs de langue et littérature russe restaient peu nombreux, car l'absence d'un concours d'agrégation dans cette discipline l'empêchait de se développer dans l'enseignement secondaire. Mais au niveau de l'enseignement supérieur, il s'agissait d'un milieu dynamique, qui participa à la création de l'Institut d'études slaves, ouvert en 1919 par Ernest Denis, spécialiste de l'Europe centrale, et obtint la création de deux nouvelles chaires de russe en province. Celle de Strasbourg revint à André Mazon, ancien élève de l'École des langues orientales, formé avant-guerre à l'Institut français de Petrograd, lecteur de français à Kharkov en 1905-1909, chargé en 1918 d'une mission de collecte documentaire pour les bibliothèques françaises et un temps emprisonné par les bolcheviks<sup>4</sup>. Aux « Langues O », la chaire de russe était occupée depuis 1891 par Paul Boyer, également administrateur de l'École.

Il devint alors vital de renouer des liens avec la Russie et d'apporter de l'aide « *aux jeunes gens, futurs professeurs, à qui leurs études spéciales de linguistique, d'histoire ou de géographie russes, sous peine de se réduire à un stérile travail de cabinet, rendent nécessaires un séjour de plusieurs mois sur le territoire de l'Union*<sup>5</sup> ». Or les années 1923-1924, qui virent la reprise des relations diplomatiques, étaient marquées par le début d'une série d'initiatives visant à faciliter les contacts culturels, avec notamment du côté soviétique la Société pour les relations culturelles entre la France et l'étranger (Voks)<sup>6</sup>. Du côté français, c'est le Comité français des relations scientifiques avec la Russie, qui retiendra notre attention, car l'organisation de séjours de savants français en URSS et de Soviétiques en France était l'un de ses objectifs principaux. Le Comité fut officiellement créé en avril 1926, sous la protection du ministre français des Affaires étrangères, du ministre de l'Instruction publique et de son homologue soviétique A. Lounatcharski, en visite à Paris en décembre 1925<sup>7</sup>. Le physicien Paul Langevin et l'orientaliste Sylvain Lévi, ami très proche de l'académicien russe Serge Oldenbourg, tous deux invités à Leningrad en 1925 pour le bicentenaire de l'Académie des sciences en furent le président et le vice-président, André Mazon devint son secrétaire général et animateur principal.

Le Comité français des relations scientifiques avec la Russie organisa ainsi la quasi-totalité des voyages en URSS des professeurs et étudiants en russe ou concernés par l'aire culturelle de l'ancien empire (soit moins d'une dizaine de personne par an en moyenne). Il patronna des déplacements individuels, plus longs — parfois deux à trois mois — que la grande majorité des voyages de Français (séjours de « l'Intourist », délégations des Amis de l'Union soviétique, journalistes ou diplomates) qui excédaient rarement trois semaines. Plusieurs étudiants, comme Edmond Hüntzbuchler en 1930, tentèrent en vain de transformer ce voyage en séjour en obtenant un emploi d'enseignant sur place<sup>8</sup>. Ces voyageurs parlant le russe étaient particulièrement

peu encadrés par les organismes soviétiques, même s'ils étaient l'objet d'une surveillance ; ils ne bénéficiaient pas des mêmes infrastructures hôtelières que la majorité des Français, mais logeaient à Moscou à la Maison des savants (« Tsekoubou »), et à Leningrad dans « l'Asile français », propriété que l'ambassade avait réussi à conserver à la France. Enfin, dans l'esprit des dirigeants du Comité français des relations avec la Russie, ces voyages ne pouvaient être compris que dans un mouvement de réciprocité, de « solidarité intellectuelle », d'une volonté souvent réaffirmée de rompre « l'isolement » des savants en URSS. Les rapports transmis au ministère des Affaires étrangères et les correspondances se font l'écho des invitations, des demandes de visa, et des succès inégaux de cette volonté de faire venir en France des collègues, mais aussi d'obtenir une équivalence des diplômes permettant aux étudiants soviétiques de venir en France. Après une quasi-interruption en 1930-1932, période de net rafraîchissement des relations diplomatiques franco-soviétiques, quelques délégations de savants furent de nouveau autorisés à entrer en France mais à partir de 1936, ces voyages soviétiques vers la France furent quasiment interrompus. Ainsi s'acheva une époque dont la courte histoire éclaire le progressif contrôle des échanges par les autorités soviétiques.

Dès sa fondation, le Comité français pour les relations scientifiques avait dû placer son projet dans un jeu institutionnel tant avec les autorités françaises qu'avec les autorités soviétiques : « *Toute tentative de reprendre contact avec nos collègues russes sera vaine si elle ne se fait pas avec la collaboration du gouvernement existant, mais elle ne le sera pas moins si nous laissons organiser par d'autres* », écrivait à André Mazon le grand professeur d'histoire médiévale Étienne Gilson, qui s'était rendu en Ukraine en 1922<sup>9</sup>. Dès 1926, l'interlocuteur principal du Comité fut la Voks. Le Comité français pour les relations scientifiques avec la Russie n'était pas l'homologue institutionnel de la Voks à Paris. Ce serait plutôt, après 1927, le cercle de la Russie neuve, animé par Gabrielle Duchêne et dont l'action s'adressait aux intellectuels et à la bourgeoisie éclairée, sans toutefois que la dépendance financière et politique soit aussi nette qu'entre l'Internationale communiste et les Amis de l'Union soviétique. Mais la population particulière des savants était nettement placée à part par les dirigeants successifs de Voks — Olga Kameneva, Fedor Petrov puis Alexandre Arossiev, qui entretenaient des contacts personnels avec André Mazon ou Sylvain Lévi (jusqu'à son décès en 1935). Cette médiation personnalisée se concrétisait par l'accueil des voyageurs français, l'intervention de la Voks pour transmettre aux savants russes les courriers et les demandes de documentation en provenance de la France, se faisant ainsi l'écho de ce qu'André Mazon qualifiait en 1931 de « *désir fort et sincère qu'ont nos confrères russes de maintenir avec nous une tradition de collaboration que les circonstances présentes, à vrai dire, ne favorisent guère, mais qu'il*

4. Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), archives mission Mazon, Archives de politique étrangère de la Fédération de Russie (Moscou), fonds 136, op. 3,36,3, p. 1, 1a. Sur l'enseignement des langues, cf. l'ouvrage de référence de Michel Espagne, *Le paradigme de l'étranger. Les chaires de littérature étrangère au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éd. du Cerf, 1993.

5. Archives de l'Institut de France (AIF), Fonds Mazon, dossier 6780, correspondance 1925-26, lettre à Jean Herbet, ambassadeur de France à Moscou, 6 mai 1926.

6. Cf. pour une présentation des institutions chargées de cette diplomatie culturelle, Sophie Cœuré, *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique (1917-1939)*, Paris, Le Seuil, 1999 et Michael David-Fox, « From Illusory "Society" to Intellectual "Public": Voks, International Travel and Party Intelligentsia Relations in the Interwar Period », *Contemporary European History*, 1, février 2002, pp. 7-32.

7. Archives de l'Institut de France (AIF), Fonds Mazon, dossier 6780, correspondance 1925-26. Cf. *Correspondances orientalistes entre Paris et Saint-Petersbourg, 1887-1935* (Sylvain Lévi, Alfred Foucher, Émile Senart et Paul Pelliot, lettres adressées à Sergej F. Ol'denburg, Fedor I. Scerbatskoj, Vasilij M. Alekseev et alii), ed. par Grigorij M. Bongard-Levin, Roland Lardinois, Aleksej A. Vigasin, Paris, Académie des inscriptions et belles-lettres, 2002.

8. Sur Hüntzbuchler, Archives d'État de la Fédération de Russie (AEFR/GARF), fonds 5283 (Voks), op. 7, dossier 20, pp. 71-80, notamment p. 75, commissariat du peuple à l'Instruction à Voks, 8 avril 1930, impossibilité de trouver un travail à E. Hüntzbuchler et fonds A-2306 (commissariat du peuple à l'Instruction), op. 70-, d. 95, pp. 32-33 bis.

importe, dans l'intérêt commun, de ranimer<sup>10</sup> ». La Voks relaya en vain, auprès notamment du commissariat du peuple à l'Instruction, les souhaits du Comité français, ainsi en 1934 l'idée de réouverture d'un Institut français en URSS et de création d'emplois de « lecteurs » pour les étudiants français dans l'enseignement supérieur russe. Mais les voyages construits sur le mode de la réciprocité devinrent impossibles. Les échanges, refusés aux contacts humains, étaient désormais réservés aux envois de publications, eux-mêmes plus rares en 1936-1938<sup>11</sup>. Le comité perdit les précieux interlocuteurs français qui lui permettaient d'avoir en URSS des relais autres que les instances officielles soviétiques et l'ambassade de France, comme André Laronde, lecteur de français à Leningrad depuis trente ans, employé à la Bibliothèque d'État, où il rendait « de précieux services aux slavissants » qui avait du rentrer en 1931 après avoir été emprisonné au début de l'année. Pierre Pascal, menacé du fait de ses liens à la fois personnels et familiaux avec l'opposition de gauche, était de retour en 1933<sup>12</sup>. Avant même les grandes purges qui allaient décimer son appareil dirigeant, la Voks était rentrée dans le rang d'une soumission de la culture à la politique stalinienne.

### **Le russe entre passé tsariste et présent soviétique, dans la concurrence des espaces politiques « rouge » et « blanc »**

Cette interruption des échanges à la veille de la Seconde Guerre mondiale semble marquer du côté des acteurs français un retrait sans combat plus qu'une anticipation des exigences soviétiques. Car en 1925-26, le Comité n'avait pas été fondé sur les bases d'une prise en compte de la rupture révolutionnaire de 1917, mais bien d'une restauration des liens noués avant 1914. En ceci, il rencontrait les espoirs d'une partie au moins des élites académiques russes et de la direction de la Voks, ce qui explique les tiraillements avec d'autres institutions soviétiques. Dans l'entre-deux-guerres, les interlocuteurs des savants français étaient en effet largement issus des anciennes élites francophones, au premier rang desquelles Serge Oldenburg, président de l'Académie des sciences, membre « sans parti » de la direction de la Voks, dont le 70<sup>e</sup> anniversaire fut célébré en 1932 en présence de Sylvain Levi. Le poids du passé reste évident dans l'ensemble des documents produits par le Comité pour les relations scientifiques avec la Russie, et s'inscrit dans son intitulé lui-même : ce n'est qu'en 1933 que le nom changea pour devenir « Comité pour les relations scientifiques avec l'URSS », et l'adjectif « soviétique » n'était quasiment jamais utilisé. Les termes mêmes utilisés par André Mazon étaient révélateurs : « continuer », « sauver », « ranimer la collabora-

tion », mettre fin à une « douloureuse interruption », « reconstituer le patrimoine séculaire des intérêts communs », etc. Les liens avec les Académies étaient privilégiés et peu d'efforts furent faits pour contacter les Instituts créés pendant la période soviétique.

Les représentations de l'espace marquent particulièrement cette continuité avec le passé russe : « *C'est Leningrad qui est en réalité capitale scientifique de l'Union* », écrivait André Mazon en 1927, et les dix années suivantes ne modifièrent pas la priorité évidente donnée à l'ancienne capitale des tsars, déchu par les Soviétiques en 1918. En 1934, André Mazon plaidait pour la réouverture de l'Institut français non à Moscou mais à Leningrad, où les « *ressources de travail et l'atmosphère intellectuelle sont plus favorables* », et propose que la réflexion sur ce sujet soit confiée à Paul Boyer, fondateur de l'Institut avant-guerre<sup>13</sup>. Les lieux visités par les professeurs et étudiants français restaient essentiellement les grandes villes universitaires de Russie et d'Ukraine, et à l'intérieur de celles-ci, les établissements d'enseignements et de recherche. La différence était profonde avec les « objectifs » déterminés par les institutions soviétiques, Voks compris, pour les voyageurs occidentaux, et qui illustraient à l'inverse les réalisations du régime soviétique dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de la santé, de l'instruction élémentaire ou de l'accession du peuple à la culture, etc.<sup>14</sup>

La persistance de représentations d'un passé russe somme toute encore peu éloigné marque également la manière dont la diplomatie française tenta d'instrumentaliser les voyageurs savants de passage en Union soviétique. Dans la droite ligne des « missions » de 1916-1918 destinées à ranimer l'influence française contre l'influence allemande, l'ambassade de France à Moscou, très peu représentée dans l'espace soviétique, confia à plusieurs reprises aux étudiants français le soin d'enquêter sur l'état désastreux de l'enseignement privé et public du français, « langue bourgeoise », en URSS : ce fut le cas d'Edmond Huntzbuchler en 1930. La France espérait alors encore réimplanter des établissements de français, avec notamment la tentative d'école payante de la Mission laïque de Moscou dirigée par Elizabeth Despréaux que les autorités soviétiques parvinrent à faire fermer à force de tracasseries administratives et d'interventions de la « fraction communiste » des élèves. C'est bien dans cette perspective, résolument anti-allemande puis, dans les années 1930, également dirigée contre la présence américaine en URSS, que les diplomates français ne cessèrent de se placer ; ainsi en 1934 : « *Si nous voulons que la culture et la langue française reprennent, sous le couvert de la technique, un peu du prestige qu'elles avaient conquis autrefois en Russie sous le couvert des "belles lettres", et qu'elles ont perdu depuis la Révolution, il faut multiplier les échanges de professeurs, d'élèves, de publications et de renseignements. Peut-être même y aurait-il lieu aussi d'envisager l'édification d'un pavillon soviétique à la Cité universitaire, et la création*

9. AIF, Fonds Mazon, 6780, Lettre d'Étienne Gilson, 2 décembre 1925.

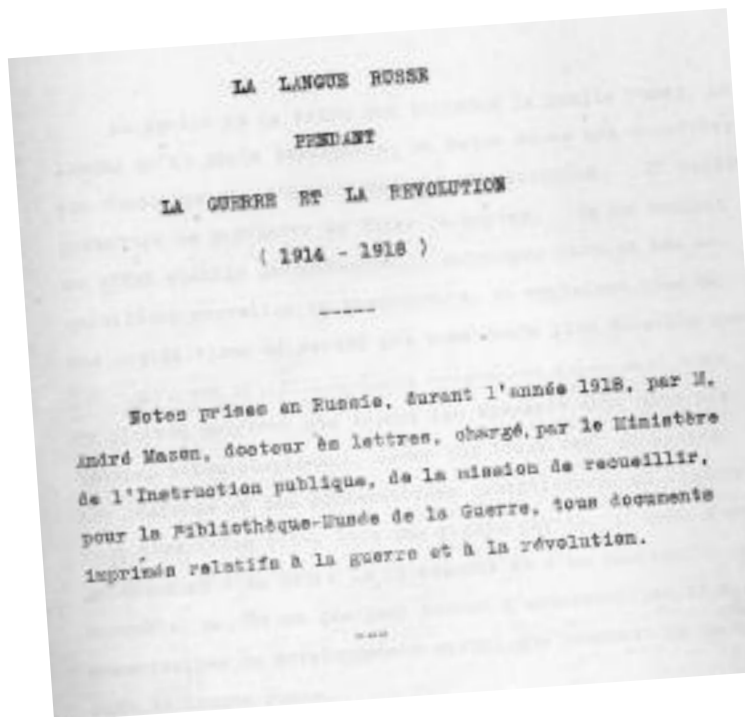
10. *Ibid.*, 6782, rapport du 15 janvier 1932. Cf. aussi 6780, rapport du 18 juin 1927, André Mazon regrette les difficultés financières et le « veto de la Sûreté générale (Guépéou) », qui freine la venue des savants soviétiques en France.

11. AIF, fonds Mazon, 6783, 26-11-1937, la Bibliothèque Lénine informe que les échanges sont suspendus « en raison de la réorganisation de l'activité ».

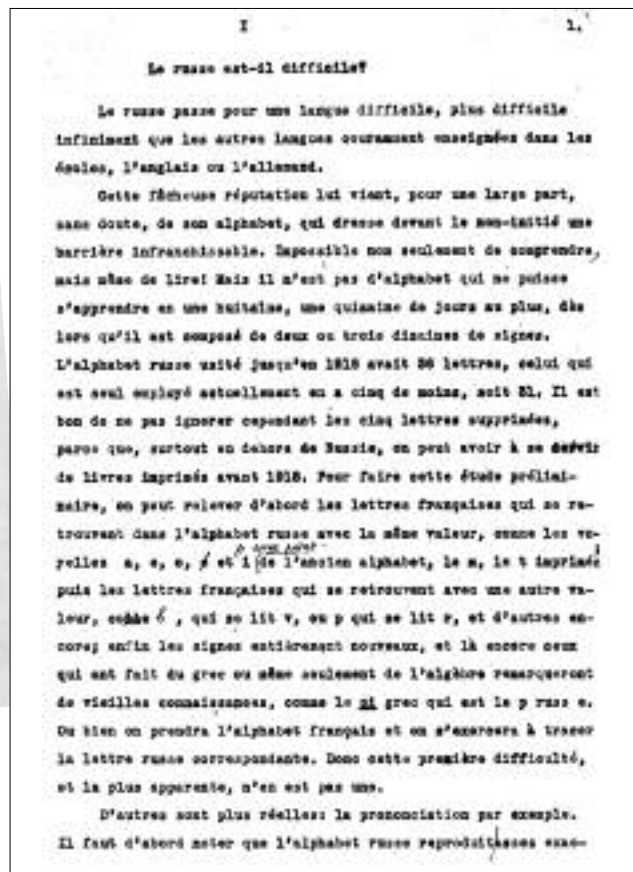
12. MAE, Europe 1918-1940, Russie, 1074, p. 6, p. 175 (lettre de l'ambassadeur Dejean, 25 octobre 1932), p. 179 (lettre d'André Mazon, 26 novembre 1932), p. 186 (conversation avec l'ambassadeur en France Valerian Dovgalevski, 20 décembre 1932), AIF, Fonds Mazon, 6782, dossier « affaire Laronde », 1931. Cf. Pierre Pascal, *Mon journal de Russie*, t. I (1916-1918), t. II (*En communisme 1918-1922*), t. III (*Mon état d'âme, 1922-1926*), Lausanne, L'Âge d'Homme, 1975-1982.

13. AIF, fonds Mazon, 6780, rapport du 18 juin 1927 et 6783, lettre d'André Mazon à M. Cavalier, directeur de l'Enseignement supérieur au ministère de l'Éducation nationale, 11 juillet 1934.

14. Cf. Sophie Coeuré, *op. cit.*, Marcello Flores, *L'Imagine dell'URSS. L'Occidente e la Russia di Stalin. 1927-1934*, Milan, Il Saggiatore, 1989 ; Rachel Mazuy, *Croire plutôt que voir. Voyages français en Russie soviétique (1917-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2002.



Ci-dessus, manuscrit d'André Mazon

Ci-contre, manuscrit de Pierre Pascal  
(coll. BDIC)

d'un Institut français à Moscou. » En 1937 encore, l'ambassadeur de France à Moscou envisageait que le gouvernement soviétique accepterait l'envoi de professeurs français en URSS pour former les professeurs russes<sup>15</sup>.

La continuation d'une tradition semblait s'incarner particulièrement dans l'enseignement de la langue russe, assuré par les mêmes institutions universitaires pendant deux décennies (il fallut attendre 1937 pour voir de nouveau une création de chaire à Montpellier). À l'École des langues orientales, André Mazon succéda à Paul Boyer jusqu'à son élection au Collège de France, puis c'est Pierre Pascal qui obtint le poste en 1937, renouant ainsi avec sa formation initiale d'enseignant. L'enseignement du russe, et plus généralement les études slaves en France reprenaient toutefois dans un contexte modifié par la présence d'une vaste communauté émigrée de « Russes blancs », aux élites intellectuelles très actives. L'Institut d'études slaves rue Michelet (qui était également le siège du Comité français pour les relations scientifiques avec la Russie, et dont André Mazon prit la présidence en 1936), ainsi que *La revue d'études slaves* et *Le Monde slave* accueillèrent volontiers des auteurs émigrés<sup>16</sup>. Or l'un des thèmes qui parvenait à fédérer une communauté politiquement divisée et géographiquement éclatée entre plusieurs capitales européennes était précisément celui de la pureté de la langue russe, symbolisée par le refus de la modernisation de l'orthographe imposée en URSS, et la dénonciation des barbarismes linguistiques des écrivains ou de l'administration soviétiques. Le prix Nobel de littérature décerné à Bounine en 1933, ou le centenaire de Pouchkine en 1937 furent l'occasion de

réaffirmer ces valeurs culturelles. La langue devint donc pour l'émigration un enjeu politique, qui ne sembla que tardivement pris en compte par Moscou dans sa politique extérieure, contrairement à l'histoire et à la littérature russes, incorporées par Staline au discours patriotique de la fin des années 1930, et alors qu'à l'intérieur de l'Union soviétique la russification et l'imposition de l'alphabet cyrillique succédaient en 1938 à la politique initiale d'égalité des langues nationales. Dans l'entre-deux-guerres en effet, c'est la question de la langue universelle qui préoccupait les linguistes soviétiques et Staline lui-même, dans une perspective de recherche d'une solution de rupture (fusion des langues, langue internationale créée *ex-nihilo*, esperanto...). Avant la Seconde Guerre mondiale, l'enseignement du russe dans l'Occident capitaliste ne fit l'objet d'aucun prosélytisme<sup>17</sup>.

Alors que toute l'action du Comité français pour les relations scientifiques avec la Russie était pénétrée des représentations du passé tsariste, qu'un certain nombre de voyageurs acceptaient de jouer le rôle de représentants de « l'influence française », et que la langue russe semblait vivre au moins autant en France et en Europe centrale qu'en Russie, les spécialistes de l'enseignement du russe n'en devaient pas moins, ne serait-ce que pour perpétuer les contacts, prendre en compte les réalités du régime soviétique. Ces tensions entre réalisme professionnel et perception incomplète de la rupture voulue par le régime soviétique expliquent l'échec de la volonté de neutralité proclamée par le Comité pour les relations scientifiques avec la Russie. Dès 1925, celui-ci affirmait en effet tant à ses interlocuteurs

15. AIF, fonds Mazon, 6783, rapport de J. Payart, 22 mai 1934 et MAE, service des œuvres françaises à André Mazon, 19 août 1937. Cf. sur l'école française des années 1920, Élisabeth Desprésaux, *Trois ans chez les Tsars rouges*, Paris, Spes, 1931.

16. Cf. André Lironde et alii, *Mélanges André Mazon*, Paris, Institut d'études slaves - Revue des études slaves, 1951 et, sur l'émigration, Marc Raëff, *Russia Abroad. A Cultural History of the Russian emigration. (1919-1939)*, New York, Oxford University Press, 1990.

17. Cf. les travaux de Patrick Sériot et notamment, « Et ils n'auront qu'une seule langue (Éléments pour une typologie des projets de langue universelle du communisme en URSS) », in *Essais sur le discours soviétique*, n° 8, Université de Grenoble III, 1988, pp. 39-58.

français que soviétiques l'objectif d'exclure toute question politique de son action. Ses statuts réaffirmaient son caractère « exclusivement scientifique ». Cette position de principe trouvait son écho dans la profession de foi du *Monde slave*, créé en 1917 par Ernest Denis, qui reparut en 1924 après six années d'interruption (« *Est-ce illusion volontaire de croire que l'on pourra ici — tout jugement politique et moral sur le système du gouvernement soviétique réservé — se pencher sur la Russie nouvelle non plus avec les yeux de l'inquisiteur ou de l'exorciste, mais avec ceux de l'historien (...)»*<sup>18</sup> ). On retrouve cette position à la *Revue des études slaves* en 1921 qui affirmait son « caractère purement scientifique » et souhaitait prendre en compte dans ses chroniques bibliographiques les publications soviétiques et occidentales sans *distinguo*. Les représentations culturelles d'un monde slave encore marqué par l'unité s'éloignaient alors de la vision diplomatique qui opposait nettement l'Europe centrale et orientale (et particulièrement la Petite Entente) et l'Union soviétique, dont la politique extérieure était perçue comme balançant entre le nouvel impérialisme communiste et l'héritage impérial nationaliste russe.

Cette volonté de neutralité s'incarna également dans l'itinéraire personnel d'André Mazon, qui tenta toujours de privilégier, avec la Voks et les Académies, des interlocuteurs continuant d'adhérer à un idéal de réciprocité hérité de l'avant-guerre. André Mazon se montra toujours extrêmement prudent face aux initiatives directement politiques : en 1927, il s'abstint de participer aux cérémonies du dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre et en profita pour réaffirmer la nécessité d'une « collaboration internationale ». En 1935, le Comité pour les relations scientifiques avec la Russie ne répondit pas aux demandes de participation aux « Journées d'amitiés franco-soviétiques », organisées par les Amis de l'Union soviétique, dont l'engagement pro-soviétique et les liens avec le Parti communiste français étaient connus<sup>19</sup>. Il est vrai qu'à la tête du Comité, Paul Langevin, qui n'avait pas de relations professionnelles avec l'Union soviétique ni de contacts particuliers avec l'émigration russe, pouvait faire le lien avec le milieu des compagnons de route antifascistes particulièrement choyés par le gouvernement soviétique après 1934. Car travailler avec les institutions soviétiques, même aussi particulières que la Voks et l'Académie des sciences, ne pouvait plus seulement signifier le maintien d'un juste milieu entre intérêts français et soviétiques. C'était accepter *de facto* l'existence d'un projet politique en rupture avec le passé, et qui incluait un volet de propagande aussi bien à destination de l'intérieur de l'Union que des pays capitalistes. Intériorisant cette contrainte, sans pour autant probablement se représenter complètement la réalité des évolutions intérieures soviétiques, les savants français adoptèrent des stratégies de contournement (*Le Monde slave* ou la *Revue des études slaves* privilégièrent en réalité l'Europe centrale et orientale sur la Russie, et s'aventurèrent peu sur

l'après 1917) et/ou d'autocensure : André Mazon prévoyait ainsi une « certaine réserve dans le programme des enseignements éventuels de langue, de littérature et d'histoire » pour le futur Institut français dont il espérait encore la réouverture<sup>20</sup>.

### ***De 1945 à la fin des années 1960 : la centralisation du dispositif culturel***

Le tout premier après-guerre avait semblé permettre la reprise des relations sur la base de l'alliance antifasciste. C'était en tout cas l'idée défendue par André Mazon, envoyé en mission par le gouvernement provisoire de la République française pour la célébration du 220<sup>e</sup> anniversaire de l'Académie des sciences. À l'occasion de ce voyage, marqué par de multiples cérémonies officielles (dont une réception par Staline) et son entrée comme membre correspondant à l'Académie des sciences de l'URSS, André Mazon appelait à la reprise des voyages et au développement de l'enseignement du russe sur une large échelle. La participation de l'URSS à la grande alliance anti-hitlérienne était également l'un des argumentaires de l'association France-URSS, fondée en 1944 pour reprendre les missions des anciens « Amis de l'Union soviétique ». C'est dans ce contexte que la génération qui avait commencé sa carrière avant 1914 acheva son travail pour la diffusion de l'enseignement du russe : le slavisant André Lirondelle directeur de l'Enseignement supérieur au ministère de l'Éducation nationale en 1945, obtint la création d'une agrégation de russe en 1947.

Mais avec la cristallisation de la guerre froide et l'évidence de l'influence soviétique en Europe centrale et orientale, si l'espace slave retrouvait en quelque sorte son unité géopolitique, c'était au détriment des liens culturels avec la France hérités du XIX<sup>e</sup> siècle. De plus, et quels que soient les efforts du général du Gaulle en 1944-1946, la France ne pouvait plus désormais traiter à égalité avec la puissance soviétique comme elle l'avait fait avec l'Empire russe à la fin du siècle précédent. Jusqu'en 1956, les difficiles relations entre la France et l'URSS, l'octroi de visas au compte-gouttes et quasi exclusivement à des délégations, la disparition du Comité pour les relations scientifiques avec l'URSS, marquèrent l'initiative soviétique et la politisation d'échanges culturels très malthusiens<sup>21</sup>. Les espoirs de bilatéralisme des années 1925-35 semblaient bien lointains. Ainsi, alors que les méthodes de la Voks semblaient désormais obsolètes aux dirigeants soviétiques, André Mazon, considéré avec méfiance par l'ambassade d'URSS en France, quittait en 1949 le Comité directeur de France-URSS en regrettant son « orientation trop exclusivement politique », prenant ainsi acte du contrôle communiste sur l'appareil au-delà du pluralisme du

18. *Le Monde slave*, n° 1, novembre 1924, « Notre programme », p. 1 et 16.

19. AEFR, fonds 5283, 8-40-p. 56, lettre d'A. Mazon à O. Kameneva, 30 octobre 1927, AIF, fonds Mazon, 6783, dossier Journées d'amitié franco-soviétiques.

20. Lettre de A. Mazon à M. Cavalier, 11 juillet 1934, *loc. cit.*

21. Cf. Grégoire Méchin, *L'illusion communiste chez les voyageurs français en URSS de 1945 à 1956*, mémoire de maîtrise, université Paris IV Sorbonne, 2003.

22. Sur le voyage de 1945, AIF, fonds Mazon, 6788 Jubilé de l'Académie des sciences de Moscou. AEF, fonds 5283-22-215-p. 29-32 (entretien du troisième secrétaire de l'ambassade d'URSS en France avec André Mazon, 9 novembre 1949 et p. 33 (copie d'une lettre d'André Mazon au président de France-URSS, 30 juin 1949).

23. AEF, fonds 5283-22s-281-p. 53, bilan de l'enseignement du russe en France par J. Triomphe (français, traduit en russe), transmis à Voks par le ministère des Affaires étrangères, secteur Europe, 6 septembre 1951.

24. Cf. Thomas Gomart, *Double détente. Les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003 et Marie-Pierre-Rey, *La tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente (1964-1971)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991.

25. Archives du ministère des Affaires étrangères français (MAE), Europe, URSS, 1966-70, n° 2685, dossier voyage du président de la République en URSS, note faisant l'historique des relations culturelles (10 juin 1966). Cf. aussi F. Barghoorn, *The Soviet cultural offensive*, Princeton University Press, 1960.

26. MAE, Europe, URSS, 1966-70, 2985, loc. cit.

27. *Ibid.*

28. MAE, Europe, URSS 1944-1960, 19, p. 16 sq, Yves Chataigneau à Robert Schumann, « A/S des nouvelles théories soviétiques en linguistique », novembre 1949. Cf., sur l'universalisme du russe, Patrick Sériot, « Pourquoi la langue russe est-elle grande ? », *Essais sur le discours soviétique* n° 4, Université de Grenoble III, 1984, pp. 57-92.

discours<sup>22</sup>. En 1951, Jean Triomphe, diplômé de l'École des Langues orientales, devenu professeur au lycée de Lille après avoir été attaché de presse à l'ambassade de France à Moscou de 1945 à 1948, membre du Parti communiste français et de France-URSS, proposait de son côté un bilan inquiet de l'enseignement du russe qui fut transmis à Moscou. Il notait que « *la langue russe [s'était] développée impétueusement après la défaite allemande* » mais diminuait depuis deux ans. Il regrettait les faibles connaissances d'étudiants communistes suivant les cours « *plus ou moins sur ordre* » et, plaidant pour les voyages scolaires, il plaçait tous ses espoirs dans les lycéens, futurs « *piliers de relations culturelles en profondeur entre la France et l'URSS* », seuls capables de « *briser les barrières de la malveillance et de l'incompréhension de leurs aînés* », et notamment des enseignants : « *Certains professeurs, par lâcheté ou prévention, font leurs cours en dehors de tout contact avec la réalité soviétique contemporaine, ce qui ne les rend guère attrayants : le russe apparaîtrait chez eux comme une langue morte. Tout cela contribue à entretenir la légende de la difficulté de l'étude du russe, voire même de son inutilité*<sup>23</sup>. »

Si elles progressèrent inégalement au fil des crises internationales, et ne furent pas toujours en synchronisme, la détente des relations franco-soviétiques et la déstalinisation contribuèrent après 1956 à renouer ce dialogue culturel russo-français bien mal en point<sup>24</sup>. La tenue à Moscou du quatrième congrès international des slavistes en septembre 1958 (le troisième aurait dû se tenir à Belgrade en 1939) pouvait en sembler le symbole. Avec l'instauration en 1957 d'un protocole biennal pour l'organisation des relations universitaires, culturelles et artistiques, puis la création au lendemain du voyage du général de Gaulle en URSS en 1966 d'une Commission mixte permanente franco-soviétique pour les relations culturelles, la centralisation du dispositif culturel semblait achevée. À la Voks dissoute en 1957 succéda le Comité d'État pour les relations culturelles avec l'étranger, coordonnateur de la diplomatie culturelle soviétique, non sans tensions entre le PCUS et le ministère des Affaires étrangères soviétique, qui en reprit d'ailleurs les principales attributions en 1968<sup>25</sup>. Le Comité dirigeait notamment l'action des « sociétés d'amitiés » dont URSS-France, créée en 1958. Dès lors, le quai d'Orsay et le ministère de l'Éducation nationale s'attachèrent à évaluer régulièrement l'enseignement du russe, ainsi en 1966 : « *Un dernier obstacle au développement quantitatif et qualitatif des relations franco-soviétiques tient à la situation de l'enseignement des langues. Nous ne pouvons certes pas dire que le russe occupe déjà une place très importante dans nos lycées : du moins son enseignement progresse-t-il rapidement et régulièrement (+ 10 % aux examens de licence au cours des dernières années)*<sup>26</sup>. » La politique volontariste du gouvernement français (13 postes à l'agrégation en 1961, 18 en 1967 ; 250 lycées enseignant le russe cette même année contre 8 au lendemain de la

guerre, création de chaires supplémentaires aux « Langues O » en 1954, 1965 et 1970) rencontrait celle du gouvernement soviétique, prêt à développer le français en URSS malgré la prépondérance de l'allemand et de l'anglais, et à ouvrir ses frontières aux échanges d'enseignants et d'étudiants. En rupture nette avec l'entre-deux-guerres, l'URSS post-stalinienne permettait l'ouverture d'une « petite école » française à Moscou et autorisait depuis 1958 le séjour durable sur son sol de « lecteurs » de français, affectés aux universités : 4 en 1960, 15 en 1966.

### ***La superposition des espaces géopolitique et linguistique ?***

Référence obligée des rapports du quai d'Orsay, la tradition de l'amitié franco-russe servait de socle à la politique de grandeur gaullienne qui, comme le souligne Marie-Pierre Rey, tendait à faire de la France « l'intermédiaire obligé » entre l'Est et l'Ouest, et de la Russie le réceptacle du messianisme culturel français. Présente chez les dirigeants français dès le premier rapprochement de 1924, l'espoir que l'Union soviétique abandonnerait progressivement la primauté idéologique de sa politique extérieure pour reprendre l'héritage stratégique de la puissance russe se retrouve avec régularité dans les cinquante années suivantes, ainsi dans une note de 1966 : « *À quel rythme l'URSS se rapproche-t-elle de nous ? Il est visible que la barrière de méfiance et d'hostilité qui la sépareit du monde extérieur tend à devenir moins épaisse [...]*<sup>27</sup>. » Acceptant de facto la mainmise soviétique sur les Républiques baltes, la diplomatie française se calait de nouveau sur l'ancienne vision de l'espace tsariste. En envoyant des lecteurs de russe à Tbilissi, Erivan ou Tachkent, elle investissait le territoire impérial après s'être largement cantonnée aux anciennes capitales russe et ukrainienne dans les années 1920 et 1930. Entérinant ainsi la politique de russification des Républiques, tout en observant avec bienveillance les résistances nationales, la France prenait en compte l'importance du russe comme langue de puissance politique et économique. Malgré l'analyse alarmiste de l'ambassadeur de France, qui observait en 1949 les efforts des linguistes soviétiques (« *Visant à abattre le prestige de l'anglais, elle [cette théorie des disciples de Marr] peut aussi bien être tournée contre notre langue. Elle peut servir de justification à la prétention des dirigeants soviétiques à faire du russe une langue universelle* »), constatait le recul du français en Europe orientale et prédisait le face à face « *de deux langues mondiales : l'anglais pour le capitalisme, le russe pour le communisme* », la langue française sûre d'elle-même ne se sentit cependant visiblement pas menacée par la construction, dans l'URSS brejnévienne, du russe comme une langue universelle que sa supériorité destinait à s'imposer au monde<sup>28</sup>. Si, comme le souligne Marie-Pierre Rey, les efforts de

l'URSS en faveur du français dépassaient largement le bilatéralisme et touchaient aux enjeux du déploiement soviétique dans le tiers-monde francophone, les Français semblaient toujours dire — sinon croire — que la place honorable de la langue de Molière (17 % des élèves en 1965, 14 % en 1972) marquait enfin la reconnaissance d'une grande puissance par son ancienne alliée.

Stéréotype confortable et sans doute dominant, l'équation « Ancien empire russe = URSS = langue russe » ne correspondait cependant pas toujours à la réalité des relations, et se trouvait menacée par la composante idéologique de l'espace soviétique. Les échanges restaient placés sous surveillance politique des deux côtés. Les diplomates français, vigilants (même en l'absence de véritable politique des droits de l'homme à l'époque) sur la persécution des dissidents dès le procès de Siniavski et de Daniel en 1966, observaient les limites de l'ouverture culturelle de l'URSS, qui sensible à la menace de subversion politique par la culture occidentale libérale, limitait strictement l'importation de livres français. Au réalisme dominant des autorités répondait certes celui du milieu des slavissants, qui ne possédaient plus les instruments privilégiés de médiation qu'étaient le Comité pour les échanges scientifiques et la Voks d'avant-guerre, et acceptaient la « soviétisation » des échanges linguistiques. Avec la disparition de Louis Léger (en 1949) et André Mazon (1967), symboles des générations fondatrices des études slaves, le renouvellement des enseignants semblait offrir une place croissante aux militants ou sympathisants du communisme, et faire écho à la vitalité d'une demande tant scolaire (significative dans les communes « rouges ») que non scolaire. L'association France-URSS tentait ainsi de s'imposer comme interlocuteur incontournable des relations culturelles, en multipliant notamment les cours de russe en parallèle à ceux qu'organisait l'Éducation nationale. Mais ces accommodements n'excluaient nullement toute une série de négociations à l'échelle plus fine des acteurs, qu'il faudrait explorer plus avant tant du côté français que du côté soviétique (qu'on songe au rôle complexe d'Ilya Erhenbourg, ou, à une autre échelle, aux interventions gouvernementales pour freiner la « communisation » de l'enseignement du russe). Quant à l'émigration russe, son vieillissement, ses rivalités internes, la coupure avec les communautés qui vivaient désormais dans les démocraties populaires, avaient incontestablement réduit les ambitions de l'archipel exilé à constituer une « carte mentale » politiquement concurrente de l'URSS. Relais fondamental dans l'effritement du mythe soviétique en France dans les années 1970, la dissidence incarnait sans doute plus une alternative philosophique et politique au totalitarisme qu'elle ne portait, aux yeux des Français, le renouveau de la culture russe. Il n'en reste pas moins que la première émigration et ses descendants revendiquaient toujours, dans leur diversité, la légitimité culturelle et jouèrent

un rôle clé dans l'enseignement du russe en France, tant universitaire qu'associatif. On peut ainsi penser à Nicolas Lazarévitch, libertaire chassé d'URSS en 1926, qui enseigna le russe à la maison de la culture de Vincennes et au foyer associatif « Les Deux Ours », soucieux de préserver l'héritage culturel et religieux pré-communiste, avant de devenir assistant de russe à l'Institut d'études slaves sous la patronage de Pierre Pascal, puis enseignant à la Sorbonne<sup>29</sup>. Enfin, la demande sociale ne fut pas à la hauteur des enjeux stratégiques de la relation franco-soviétique. En l'absence d'une dynamique touristique, l'image du russe resta celle d'une langue « étrangère », difficile, élitiste, peu utile culturellement et économiquement, et l'apogée fut atteint à la fin des années 1960, avec 1,6 % des effectifs scolaires<sup>30</sup>.

Ce pic historique de l'enseignement du russe en France serait-il l'un des indicateurs de l'apogée de l'image positive de l'URSS et de celle du PCF, avant leur dégradation conjointe, sinon synchrone, à partir de la seconde moitié des années 1970 ? L'entre-deux-guerres avait été marquée par l'échec d'un espoir d'instauration d'échanges réciproques, échappant à un dispositif culturel soviétique centralisé et fondé sur l'idée d'une neutralité politique de la culture. Cette recherche était liée chez les slavissants à la quête d'un russe « vivant », en contact avec l'Union soviétique tout en demeurant inséré dans une Europe apolitique des langues slaves, sans rupture avec l'espace culturel de l'émigration. La normalisation post-stalinienne des relations aboutit pourtant dans les années 1960 à la faire coïncider les représentations de l'espace culturel « russe » et de l'espace politique « soviétique », adossées aux images toujours vivaces de l'empire tsariste, au détriment de l'espace « slave » et de l'espace « émigré ». Cette « carte mentale » dominante, sans être complètement hégémonique, survécut à l'abandon des objectifs de la diplomatie culturelle française gaullienne et même à l'effritement du mythe soviétique. Elle ne disparaît vraiment que dans les années 1990, avec l'érosion de l'image de puissance de la Fédération de Russie, symboliquement marquée par la raréfaction des classes de russe et des postes d'enseignants offerts aux concours par la France, et par l'abandon du côté russe de l'expansionnisme linguistique vers l'Occident, au profit d'un redéploiement géopolitiquement beaucoup plus sensible sur la défense des russophones des anciennes Républiques soviétiques. S. C.

29. Cf. « Dossier Nicolas Lazarévitch » in *Communisme*, 61, 2000, pp. 71-119 et notamment les articles d'Olivia Gomolonski et Laurent Coumel.

30. Rapport de Jacqueline de Proyart, présidente de la Société de professeurs de russe, 1973, cité par M.-P. Rey, *op.cit.*, p. 184.